

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

Orléans, le 09/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 CORMENON

Références : 2022-0995-CeG- VAT20220541
Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 CORMENON. L'inspection a été annoncée le 28/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'arrêté d'astreinte journalière du 25/05/2022 relatif au non respect des VLE des rejets aqueux en concentration et en flux pour certains paramètres.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 CORMENON
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté d'astreinte journalière du 25/05/2022
- Les suites de la visite du 29/11/2021
- La sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte	Liquidation d'astreinte	2 mois
3	Respect des VLE en flux des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Astreinte, Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte	Liquidation d'astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Respect du programme d'autosurveillance des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Respect du débit des rejets à la Grenne	Arrêté Préfectoral du 05/10/2005, article 3.1.6.3.1	/	Sans objet
6	Secheresse	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.4	/	Sans objet
7	Surveillance amont / aval de la qualité des eaux de la Grenne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.5.1	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suppression du rejet des eaux de l'osmoseur direct dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suppression du rejet des eaux de l'osmoseur direct dans le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte
Prescription contrôlée : Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessous est interdit » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.5.1 de l'AP 3/10/2005 modifié)
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Mise en conformité demandée par AP de Mise en Demeure du 01/10/2018 (article 1) avec un délai accordé de 8 mois à compter de la notification de l'APMED. Les rejets des concentrats d'osmoseur sont désormais traités à la nouvelle station d'épuration. Une connexion de ces effluents a été réalisée de manière définitive. Le rejet direct à la Grenne des eaux en sortie de l'osmoseur a été supprimé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte
Prescription contrôlée : "L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1b de l'AP du 3 octobre 2005 modifié)
Constats : Les VLE des rejets aqueux en concentration ne sont pas respectées, notamment pour les paramètres suivants : phosphore, indice phénol, fer et nickel.
Observations : Mise en conformité demandée par AP de Mise en Demeure du 01/10/2018 (article 1) avec un délai accordé de 8 mois à compter de la notification de l'APMED. Le non-respect de cette prescription fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 25/05/2022.
Constats réalisés lors de la visite du 06/09/2022 sur la base des éléments mis à la disposition de l'inspection suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Autosurveillance externe (assurée par la société SGS) : - Rapport SGS mesures réalisées du 8 au 9 juin 2022 (2ème campagne de mesure RSDE) - Autosurveillance interne (sous-traitée à la société SYPAC) : - Rapport SYPAC d'analyse hebdomadaire 2022 Semaines 20 à 30 sortie station détox
Les VLE en concentration ne sont pas respectées quotidiennement depuis le 25/05/2022 sur un ou plusieurs paramètres : <p>S20 : Phosphore total : 3.31mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p> <p>S21 : Indice phénol à 0.032 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Fer : 0.21 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.32 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 6.14 mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p> <p>S22 : Fer : 0.45 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.4 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 5.68 mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p> <p>S23 : Indice phénol à 0.046 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L</p> <p>S24 : DCO : 194 mg O2/L pour une VLE à 100 mg O2/L // MES : 150 mg/L pour une VLE à 10 mg/L // Indice phénol à 0.16 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Aluminium : 0.53 mg/L pour une VLE à 0.5 mg/L // Fer : 5.32 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.69 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Chrome : 0.19 mg/L pour une VLE à 0.05 mg/L // Phosphore total : 7.38 mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p> <p>S25 : DCO : 200 mg O2/L pour une VLE à 100 mg O2/L // MES : 130 mg/L pour une VLE à 10 mg/L // Indice phénol à 0.25 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Chrome : 0.06 mg/L pour une VLE à 0.05 mg/L // Phosphore total : 5.63 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // DBO5 : 38 mg O2/L pour une VLE à 15 mg O2/L</p> <p>S26 : Indice phénol : 0.043 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Phosphore total : 3.74 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // Nitrites : 3.04 mg/L pour une VLE à 1 mg/L</p> <p>S27 : Indice phénol : 0.023 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Fer : 0.11 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.27 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 20 mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p> <p>S28 : Phosphore total : 18.1 mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p> <p>S29 : Nickel : 0.4 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 9,84 mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p> <p>S30: Nickel : 0.36 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 12.3 mg/L pour une VLE à 2 mg/L</p>
Rapport SGS du 12 juillet 2022 pour un prélèvement réalisé le 09/06/2022 : Nickel : 0.223 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Fer : 0.15 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Phosphore total : 3.5 mg/L pour une VLE à 2 mg/L

L'exploitant n'a pas reçu les rapports de surveillance des semaines 31 à 35. Toutefois, les résultats d'autosurveillance interne mettent en évidence le non respect des VLE pour certains paramètres sur cette période.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Respect des VLE en flux des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1b de l'AP du 3 octobre 2005 modifié)
Constats : Les VLE en flux des rejets aqueux ne sont pas respectées, notamment pour les paramètres suivants : Nickel, Phosphore total, indice phénol.
Observations : Mise en conformité demandée par AP de Mise en Demeure du 01/10/2018 (article 1) avec un délai accordé de 8 mois à compter de la notification de l'APMED. Le non-respect de cette prescription fait également l'objet de l'arrêté d'astreinte journalière du 25/05/2022. L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection de calculs pour justifier de la conformité ou non des VLE en flux pour les différents polluants. Action corrective à apporter concernant ce point. L'exploitant a indiqué qu'il s'assure du respect des VLE en flux à l'aide de l'outil GIDAF qui calcule les flux lors de la déclaration des résultats en concentration. Cette saisie est faite mensuellement, après réception des rapports de mesures hebdomadaires. Elle ne permet pas un suivi au plus près du rejet et ne permet pas d'adapter le rejet rapidement en cas d'écart. Au regard des valeurs de flux calculées par l'outil GIDAF à partir des résultats en concentration saisis dans cet outils, les valeurs limites en flux des rejets aqueux ne sont pas respectées, notamment pour les paramètres nickel, phosphore total et indice phénol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Respect du programme d'autosurveillance des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : cf tableaux article 3.1.6.3.1 de l'AP 22/12/2016 modifiant ceux de l'AP du 03/10/2005
<p>Constats : La surveillance du paramètre Cadmium n'est plus assurée, ce qui est justifié par l'arrêt de la filière Cadmium.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit transmettre le dossier de cessation d'activité en application de l'article R.512-39-1 et suivants et l'abrogation de la surveillance journalière interne du paramètre Cadmium doit faire l'objet d'une demande de modifications des prescriptions préfectorales en vigueur, en application de l'article R.181-45.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les conditions de transmission des échantillons au laboratoire, dans le cadre de son autosurveillance interne permettent d'assurer une analyse de ceux-ci selon les normes en vigueur.</p>
<p>Observations : Constats réalisés lors de la visite du 29/11/2021 :</p> <p>Les modalités d'autosurveillance ne sont pas complètement respectées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autosurveillance externe (assurée par la société SGS) : La fiche de visite remise en réunion de clôture de la visite fait état de 23 paramètres non contrôlés (Métaux Totaux, CrIII, Fe, Al, Pb, Sn, MES, DBO5, N Total, Fluorures, NO2, P Total, DCO, HCT, NO3, CN, phénols, composés AOX et les 5 substances nommément désignées). Au regard des éléments complémentaires transmis les 7 et 8/12/2021, il ressort que seuls 2 paramètres ne figurent pas dans les rapports d'analyse externe : Métaux Totaux et CrIII. - Autosurveillance interne (non sous-traitée) : L'autosurveillance journalier du paramètre Cadmium n'est plus assurée. L'exploitant a indiqué que cet arrêt d'autosurveillance est justifié par l'arrêt de la filière Cadmium en 2017/2018 (à l'exception de l'installation de cadmiage sous vide). L'arrêt des installations de cadmiage électrolytique doit faire l'objet d'une déclaration de cessation d'activité en application de l'article R.512-39-1 et suivants. L'abrogation de la surveillance journalière interne du paramètre Cadmium doit faire l'objet d'une demande de modifications des prescriptions préfectorales en vigueur, en application de l'article R.181-45. <p>En l'absence de transmission des éléments depuis la dernière visite, la non-conformité relative au suivi du paramètre Cadmium est maintenue. L'exploitant a indiqué que ces éléments seront transmis courant septembre 2022.</p> <p>Les rapports SYPAC des semaines 40 et 41 indiquent « Date et heure du prélèvement non renseignées par le client. Le délai entre le prélèvement et la réception au laboratoire est supérieur aux exigences normatives. Les résultats ne peuvent être rendus sous accréditation » et que les rapports SYPAC des semaines 42 à 46 ne mentionnent pas la date et l'heure du prélèvement. Action corrective à apporter sur ce point.</p> <p>Le jour de l'inspection du 6 septembre 2022, les paramètres métaux totaux et CrIII figurent bien dans les rapports d'autosurveillance externe assurée par SGS.</p> <p>Les rapports SYPAC des semaine 18, 19, 23, 24, 25, 28 et 30 indiquent que les échantillons ont été reçus à une température supérieure à 5+/-3 °C. Une action corrective est à mener sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect du débit des rejets à la Grenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les paramètres qui sont repris dans le tableau figurant ci-dessous, l'exploitant devra être en mesure d'adapter le débit de rejet des effluents aqueux issus du rejet 4 en fonction du débit réel de la Grenne. L'exploitant devra donc disposer quotidiennement du débit de la Grenne qu'il aura obtenu des services en charge de la station hydrométrique amont la plus proche du site de la société DEC ou mesuré au droit du site par des méthodes normalisées en vigueur.</p> <p>Volume maximal sur 24 heures : 350 m³/jour (dans le cas où le débit de la Grenne est inférieur à 14 000 m³/j) ; volume journalier sur un mois : 300 m³/jour ; volume maximal horaire : 21 m³/j Quand le débit de la Grenne est inférieur à 14 000 m³/j, le débit maximum autorisé pour les rejets DEC est de 250 m³/j</p>
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la fiabilité des mesures de débit de la Grenne qu'il réalise quotidiennement, mesure qui détermine le volume journalier pouvant être rejeté à la Grenne (250 m³ ou 350 m³ max).</p>
<p>Observations : Le rapport SGS du 20/04/2022, pour une intervention réalisée le 24/02/2022 fait état d'une mesure de débit dans la Grenne à 0.981 m³/s, soit 84 758,4 m³/j. A cette même date l'exploitant n'a pas réalisé de mesure de débit dans la Grenne. Toutefois, à la date du 23/02/2022 il fait état d'une mesure de débit à 186 569 m³/j et à la date du 25/02/2022, une mesure à 165 250 m³/j.</p> <p>Le rapport SGS du 21 juillet 2022, portant sur la campagne de mesures réalisée du 08 au 09 juin 2022, indique un débit de la Grenne à 20 105 m³/j. A cette même date, l'exploitant indique une mesure de débit dans la Grenne à 63 469 m³/j le 08/06/2022 et à 57 853 m³/j le 09/06/2022.</p> <p>Les mesures de l'exploitant semblent surestimer les débits d'au moins 2 fois le débit du cours d'eau.</p> <p>L'inspection observe que la mesure du débit de Grenne pose une problématique de fiabilité puisque le résultat détermine le volume journalier pouvant être rejeté à la Grenne (250 m³ ou 350 m³ max). L'exploitant a indiqué que la mesure du débit de la Grenne représente une contrainte importante.</p> <p>Néanmoins on observe que le débit des rejets est rarement supérieur à 250 m³/j. Il l'a été 10 fois depuis le 01/01/2022 (le 02/03/2022 à 284 m³, le 23/03/2022 à 252 m³, le 15/06/2022 à 291 m³, le 17/06/2022 à 273 m³, le 23/06/2022 à 267 m³, le 28/06/2022 à 294 m³, le 29/06/2022 à 281 m³, le 30/06/2022 à 255 m³, le 10/07/2022 à 264 m³ et le 29/07/2022 à 277 m³).</p> <p>Ainsi, l'inspection propose à l'exploitant d'étudier l'opportunité de s'affranchir de cette mesure du débit de la Grenne en s'engageant à lisser suffisamment ses rejets pour que le débit reste sous 250 m³/jour.</p> <p>Dans le cas contraire, l'exploitant devra assurer la fiabilité de sa mesure de débit puisque le résultat détermine le volume journalier pouvant être rejeté à la Grenne (250 m³ ou 350 m³ max) et donc l'impact sur le milieu.</p> <p>L'inspection souligne que les mesures de l'exploitant semblent surestimer les débits de la Grenne, ce qui pose une problématique d'autant plus importante en période de sécheresse, période pendant laquelle les rejets ont pu être supérieurs à 250 m³/j au regard des mesures réalisées, alors que le débit réel de la Grenne était probablement inférieur au seuil des 14 000 m³/j.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions en cas de crise hydrologique sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période de crise hydrologique (sécheresse), l'exploitant prendra toutes dispositions afin de mettre en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ; • des limitations voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée.
<p>Constats :</p> <p>Au-delà des dispositions présentes au sein de son arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant étudiera et communiquera les actions qu'il va engager dès à présent et au-delà celles qu'il pourrait envisager, au sein de son établissement, pour réduire plus encore les prélèvements d'eau (réduction du volume prélevé, arrêts temporaires et/ou partiels de certains process consommateurs d'eau et non essentiels, reports possibles de certaines opérations et/ou diminution de leurs fréquences de réalisation, ...).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a mis en oeuvre des actions visant à réduire sa consommation d'eau en période de sécheresse, sans que celles-ci n'aient été formalisées.</p> <p>Des projets sont en cours pour réutiliser les eaux de traitement dans le process.</p> <p>La zone d'alerte sécheresse (bassin versant de la Braye) dans laquelle se situe l'établissement a franchi son niveau de crise depuis le 19/07/22.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ponctuellement, il a été donné la consigne de réduire le débit d'eau en tête des lignes de production, mais cela n'a pas été formalisé.</p> <p>Le prélèvement d'eau au niveau du forage est ajusté au jour le jour et limité aux besoins des lignes de production en fonctionnement.</p> <p>Un projet est en cours pour recycler l'eau de traitement pour un usage dans les lignes de production.</p> <p>Actuellement l'eau nécessaire au fonctionnement de la station (réactif, mélange, dilution) est de l'eau qui est recyclée, issue du traitement après passage par l'osmoseur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance amont / aval de la qualité des eaux de la Grenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant assure le contrôle de l'impact du rejet de ses réseaux d'eau dans la Grenne selon les modalités suivantes : - aménagement de deux points de prélèvement des eaux du milieu naturel ; un en amont, l'autre en aval de ses rejets à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de ses effluents avec les eaux du cours d'eau récepteur, - des prélèvements sur 2 heures sont effectués, par un laboratoire agréé, suivant la fréquence définie ci-dessous. Les polluants listés ci-après sont mesurés, sur les deux points définis précédemment et sur le rejet n°4, tel que défini à l'article 3.1.5.1. : Cf paramètres tableau AP fréquence trimestrielle [...] Les résultats de l'ensemble de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.
Constats : Les modalités de surveillance Amont Aval de la qualité des eaux de la Grenne ne sont pas respectées. Les résultats de l'ensemble de ces mesures ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.
Observations : Constats réalisés lors de la visite du 29/11/2022 : Les modalités de surveillance Amont Aval de la qualité des eaux de la Grenne ne sont pas respectées (prélèvement instantané et non sur 2 heures). Les résultats de la dernière campagne de septembre 2021 montrent une dégradation de la qualité des eaux de la Grenne sur les paramètres suivants : Nickel, Fluorures, Ammonium, NO2, Azote Global et conductivité. Lors de l'inspection il a été consulté le rapport SGS du 24/03/2022 : le prélèvement a bien été réalisé sur 2h. La conclusion de ce rapport est la suivante" On ne constate pas de dégradation du milieu entre le point amont rejet et le point aval rejet. L'oxygène dissous, la conductivité, le pH, la température, la DCO, la DBO5, les MES, l'ammonium, les nitrites et les orthophosphates sont classés en très bon état. Les nitrates sont classés en bon état. Les métaux sont classés bon ou moyen mais ils n'ont pas été détectés sauf l'aluminium." Une nouvelle campagne de mesure a été réalisée le 9 juin 2022. Le rapport correspondant n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant transmettra le rapport correspondant et veillera à la transmission des résultats de l'ensemble de ces mesures à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet